

~~~~~  
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - Réunion du : lundi 18 décembre 2017  
~~~~~

**SERVICES PUBLICS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT
FIN DE COMPÉTENCES DU SMEAPSL – CONVENTION DE LIQUIDATION.**

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'est réuni ce jour, lundi 18 décembre 2017 à 18h00 à la Salle du Conseil Communautaire, sous la présidence de M. Louis VILLARET, Président de la communauté de communes.

Etaient présents ou représentés : M. Philippe SALASC, M. Georges PIERRUGUES, M. Michel SAINTPIERRE, Madame Roxane MARC, M. René GOMEZ, M. Gérard CABELLO, Monsieur Claude CARCELLER, M. Louis VILLARET, Mme Martine BONNET, M. Jean-Pierre PECHIN, M. Jean-Pierre GABAUDAN, Monsieur Jean-Pierre BERTOLINI, M. Jacky GALABRUN, Mme Maria MENDES CHARLIER, M. Bernard GOUZIN, Monsieur René GARRO, Mme Florence QUINONERO, Monsieur David CABLAT, Monsieur Marcel CHRISTOL, Monsieur Guy-Charles AGUILAR, Monsieur Henry MARTINEZ, Madame Béatrice FERNANDO, Madame Marie-Françoise NACHEZ, Monsieur Jean-André AGOSTINI, Monsieur Jean-François SOTO, Monsieur Olivier SERVEL, Madame Marie-Hélène SANCHEZ, Madame Isabelle ALIAGA, Mme Josette CUTANDA, Monsieur Jean-Luc DARMANIN, Monsieur Jean-Claude CROS, M. José MARTINEZ, Monsieur Yannick VERNIERES, Madame Annie LEROY -M. Jean-Marie TARISSE suppléant de M. Maurice DEJEAN, Monsieur Yves KOSKAS suppléant de Monsieur Stéphane SIMON, Monsieur Pascal THEVENIAUD suppléant de Monsieur Grégory BRO, Madame Catherine VIGNERON suppléant de Monsieur Christian VILONG

Procurations : Mme Agnès CONSTANT à Monsieur Jean-Luc DARMANIN, Madame Véronique NEIL à M. Michel SAINTPIERRE, Madame Amélie MATEO à Monsieur Jean-François SOTO, Mme Nicole MORERE à M. Philippe SALASC

Excusés :

Absents : Mme Marie-Agnès VAILHE-SIBERTIN-BLANC, M. Daniel REQUIRAND, Monsieur Jean-Luc BESSODES, Madame Chantal COMBACAL, M. Philippe MACHETEL

| | | | |
|-------------|---------------|--------------|-------------------------------------|
| Quorum : 24 | Présents : 38 | Votants : 42 | Pour 42 Contre 0 Abstention 0 |
|-------------|---------------|--------------|-------------------------------------|

Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et L 5211-6 alinéa 1.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur.

VU le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.5711-1, L.5211-25-1, L. 5211-26, et L5212-33 relatifs à la dissolution d'un syndicat mixte ;

VU le même code, en particulier son article L. 5211-17 relatif aux transferts de compétences des communes vers leur Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2009-1-3835 du 7 décembre 2009 autorisant la fusion des communautés de communes de l'Orthus, du Pic Saint Loup et Séranne Pic Saint Loup et arrêtant les compétences de la nouvelle Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL) à compter du 1^{er} janvier 2010, dont la production et la distribution d'eau potable ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005-1-2722 du 25 octobre 2005 portant création du Syndicat Mixte des Eaux de la Région du Pic Saint Loup (SMEAPSL) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-1-959 du 19 septembre 2016 portant modification des compétences de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH), et prévoyant l'exercice à compter du 1^{er} janvier 2018 de la compétence « Eau » par la communauté ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-1-1349 du 23 décembre 2016 fixant les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, et en particulier l'exercice par la CCVH de la compétence optionnelle « Eau » à compter du 1^{er} janvier 2018,

VU la délibération n° 1473 du Conseil communautaire de la Vallée de l'Hérault du 24 avril 2017 se prononçant sur le mode de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement au 1^{er} janvier 2018 ;

VU la délibération n° 03.69.2017 du conseil communautaire de la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup du 19/09/2017 se prononçant sur la dissolution du au 1^{er} janvier 2018 ;

VU la délibération du conseil municipal de Saint-Paul et Valmalle du 11/10/2017 se prononçant sur la dissolution du SMEAPSL au 1^{er} janvier 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-1-1404 du 8 décembre 2017 portant fin de compétences au 31/12/2017 du SMEAPSL ;

CONSIDERANT que le SMEAPSL, syndicat mixte fermé à la carte composé de cinq membres, dispose à ce jour des compétences Eau potable, Assainissement Collectif et Irrigation- Eau Brute, conformément au tableau présenté en annexe,

CONSIDERANT que dans le cadre des prises de compétences Eau et Assainissement par la CCVH au 1^{er} janvier 2018, les membres du SMEAPSL ont acté le principe de la dissolution de la structure,

CONSIDERANT qu'il s'ensuit que le SMEAPSL aura une fin de compétences au 31/12/17 et sera par la suite dissout après vote du compte administratif et liquidation,

CONSIDERANT que dans ce contexte, l'ensemble des membres actuels du SMEAPSL se sont rapprochés pour déterminer, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, les conditions de répartition des biens meubles et immeubles du SMEAPSL ainsi que les modalités de poursuite des relations contractuelles antérieures à la dissolution du syndicat (*à l'instar du contrat de Délégation du service public de l'Eau potable, qui fait l'objet d'une convention particulière*) et la répartition des personnels,

CONSIDERANT que cette dissolution du SMEAPSL implique ainsi la mise en place d'une convention de liquidation dont l'objet est de définir les répartitions à opérer, notamment financières, entre l'ensemble des membres actuels, c'est-à-dire entre la CCVH, la CCGPSL et les communes d'Argelliers, de Montarnaud et de Saint-Paul-et-Valmalle, en vue d'aboutir à la liquidation complète et définitive du SMEAPSL,

CONSIDERANT que cette convention propose et précise les clefs suivantes de répartition par compétence :

- pour l'eau brute, 100% de l'actif et du passif du syndicat sera affecté à la CCGPSL, car les deux communes de la Communauté de communes n'ont bénéficié de la réalisation d'aucun ouvrage, aucune dépense et recette n'a été réalisée sur ces communes,

- pour l'Assainissement Non Collectif, la répartition financière est proposée sur la base du nombre d'installations recensées par commune en 2016. Il en ressort une part pour la CCVH de l'ordre de 14,5%,

- pour l'eau potable, la répartition financière proposée est fondée sur la base des consommations moyennes de 2014 à 2016, par communes. Il en ressort une part pour la CCVH de l'ordre de 12,2%.

CONSIDERANT que concernant le personnel et la flotte automobile, au regard de ce qui précède, il est proposé que la communauté de communes reprenne dans ses effectifs un équivalent temps plein et un véhicule de service type Peugeot 208,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de noter, compte-tenu des investissements engagés par le SMEAPSL et les conventions de vente d'eau en cours, que la durée de la convention devra être calquée sur celle prévue par le contrat de délégation de service public, soit jusqu'au 31 décembre 2024,

CONSIDERANT qu'il est ainsi proposé que la CCGPSL récupère la totalité de l'actif et du passif du SMEA, déduction faite des parts précitées de la CCVH et des excédents constatés ; compte-tenu des calculs prévisionnels réalisés, la CCVH devra un reliquat à la CCGPSL,

CONSIDERANT que ce reliquat est estimé à 100 000 €/an et sera versé au travers d'un prix au m³ et selon la consommation réelle des trois communes :

- Pour les dépenses d'exploitation, un versement de 0.20ct€/m³/an sera facturé par la CCGPSL

- Un deuxième versement de 38 800€ correspondra à une participation d'investissement sur des équipements de la CCGPSL permettant la fourniture d'eau pour les deux EPCI (notamment le captage du Redonnel).

CONSIDERANT qu'en dernier lieu, la ressource principale (captage du Bouldou) étant insuffisante, la CCGPSL s'engage à livrer de l'eau aux trois communes précitées, dans les limites suivantes :

• Du 1/01/2018 jusqu'à la date de mise en service du captage du Redonnel (en cours de réalisation sur les communes de Saint-Gely-du-Fesc et Combaillaux : un volume annuel maximum de distribution de 420 000 m³).

• De la date de mise en service du captage du Redonnel jusqu'à l'échéance de la convention : les débits journaliers maximum autorisés issus du schéma directeur de l'eau à l'horizon 2030.

Le Conseil communautaire de la communauté de communes Vallée de l'Hérault,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Le quorum étant atteint

DÉCIDE

à l'unanimité des suffrages exprimés,

- d'approuver les termes de la convention de liquidation ci-annexée ;

- d'inscrire les recettes ainsi que les dépenses afférentes sur les budgets annexes correspondants ;

- d'autoriser le Président à accomplir l'ensemble de formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier, en ce compris la signature de la convention.

Transmission au Représentant de l'Etat

N° 1577 le 19/12/17

Publication le

Notification le

DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE

Gignac, le

Identifiant de l'acte : 034-243400694-20171218-Imc1105276-DE-I-I

Le Président de la communauté de communes

Signé : Louis VILLARET

Le Président de la communauté de communes



**CONVENTION DE LIQUIDATION
DU SYNDICAT MIXTE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
DE LA REGION DU PIC SAINT LOUP**

CONCLUE ENTRE :

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VALLEE DE L'HERAULT, sise 2, Parc d'activités de Camalcé,
34 150 GIGNAC, représentée par son Président en exercice, **MONSIEUR LOUIS VILLARET**,

ci-après dénommée « **LA CCVH** » ou « **ENTITE** »

D'UNE PART,

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP, sise Hôtel de la Communauté
25, allée de l'Espérance, 34270 ST-MATHIEU-DE-TREVIERS, représentée par son président en
exercice, **MONSIEUR ALAIN BARBE**,

ci-après dénommée « **LA CCGPSL** » ou « **ENTITE** »

ET

LA COMMUNE D'ARGELLIERS, sise MAIRIE D'ARGELLIERS - 34380 ARGELLIERS, REPRESENTEE PAR SON
MAIRE, **GEORGES PIERRUGUES**,

ET

LA COMMUNE DE MONTARNAUD, sise MAIRIE DE MONTARNAUD
80, AVENUE GILBERT SENES – 34570 MONTARNAUD, REPRESENTEE PAR SON MAIRE, **GERARD
CABELLO**

ET

LA COMMUNE DE SAINT-PAUL-ET-VALMALLE, sise MAIRIE DE SAINT PAUL ET VALMALLE - PLACE DE
LA MAIRIE 34570 SAINT PAUL ET VALMALLE, REPRESENTEE PAR SON MAIRE, **JEAN-PIERRE BERTOLINI**,

**D'AUTRE PART,
CI-APRES DESIGNÉES ENSEMBLE**

COMPOSITION DU SYNDICAT MIXTE DE LA REGION DU PIC SAINT LOUP

| Membre | Eau potable | Assainissement non collectif | Irrigation - Eau brute |
|--|-------------|------------------------------|------------------------|
| Communauté de communes du grand Pic Saint-Loup | X | X | X |
| Communauté de communes Vallée de l'Hérault | | X | |
| Argelliers | X | | |
| Montarnaud | X | | X |
| Saint-Paul-et-Valmalle | X | | X |

Extrait du SDAEP

| Captages UDI | Communes | Population Permanente | | | Accueil Touristique | | Population de pointe (90% de la pop totale) | | Besoin en jour de pointe m ³ /j (objectif de pertes linéaires de 5m ³ /km) | |
|---|---------------------|-----------------------|------|------|---------------------|------|---|------|--|------|
| | | 2011 | 2020 | 2030 | 2011 | 2030 | 2011 | 2030 | 2011 | 2030 |
| Le Boulidou - consommation par personne = 563l/jour | Argelliers | 670 | 594 | 1109 | 30 | 30 | 810 | 1017 | 529 | 615 |
| | Montarnaud | 2519 | 3814 | 5000 | 0 | 0 | 2267 | 4500 | 1481 | 2720 |
| | St Paul et Valmalle | 1010 | 1401 | 1600 | 0 | 0 | 909 | 1620 | 594 | 979 |

VU le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.5711-1, L.5211-25-1, 5211-26, et L5212-33 relatifs à la dissolution d'un syndicat mixte ;

VU le même code, en particulier son article L. 5211-17 relatif aux transferts de compétences des communes vers leur établissement public de coopération intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral n°2009-I-3835 du 7 décembre 2009 autorisant la fusion des communautés de communes de l'Orthus, du Pic Saint Loup et Séranne Pic Saint Loup et arrêtant les compétences de la nouvelle Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup à compter du 1^{er} janvier 2010, dont la production et la distribution d'eau potable ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005-I-2722 du 25 octobre 2005 portant création du Syndicat Mixte des Eaux de la Région du Pic Saint Loup (SMEAPSL) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-I-959 du 19 septembre 2016 portant modification des compétences de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, et prévoyant l'exercice à compter du 1^{er} janvier 2018 de la compétence Eau par la communauté ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-I-1404 du 8 décembre 2017 portant fin de compétences au 31/12/2017 du SMEAPSL;

VU ensemble les délibérations : n°...du conseil communautaire de la Vallée de l'Hérault du 18 décembre 2017, n° ... du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup du ..., n° xxxx du conseil municipal de Argelliers du XXXX 2017, n° xxxx du conseil municipal de Montarnaud du XXXX , n°XXXX du conseil municipal de Saint-Paul et Valmalle du XXX 2017, approuvant les termes de la convention de liquidation du SMEAPSL proposée et autorisant leur représentant respectif à la signer;

VU le contrat de délégation par affermage du service public de l'eau potable (DSP) signé le 24 décembre 2012 entre le SMEAPSL et la société SAUR, inscrite au RCS de Versailles sous le n° B 339 379 984 ;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Créé en 1947, le syndicat, d'abord « intercommunal », a assuré jusqu'en 2000, une seule et unique compétence : l'eau potable.

En 2000, les compétences ont été étendues aux services « assainissement non collectif » et « Irrigation – eau brute »

Le syndicat Intercommunal est devenu Syndicat mixte en 2005 par l'adhésion de la communauté de Communes du Pic Saint Loup au service d'assainissement non collectif.

Tous les services du syndicat sont désormais « à la carte ».

En vertu des dispositions de l'arrêté du préfet de l'Hérault n° 2010-I-3693 du 30 décembre 2010, la composition du SMEA est la suivante :

- Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup (CCGPSL)
- Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH)
- Communes de :
- Argelliers

- Montarnaud
- Saint-Paul-et-Valmalle

Ces membres adhèrent respectivement aux compétences suivantes :

| Membre | Eau potable | Assainissement non collectif | Irrigation - Eau brute |
|---|----------------------------|------------------------------|------------------------|
| Communauté de communes du grand Pic Saint-Loup (CCGPSL) | X | X | X |
| Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH) | | X | |
| Argelliers | X (adhésion le 22/01/1998) | | |
| Montarnaud | X (adhésion le 14/01/1981) | | X |
| Saint-Paul-et-Valmalle | X (adhésion le 15/05/1974) | | X |

Le Syndicat Mixte de la région du Pic Saint Loup aura une fin de compétence au 31/12/17 et sera par la suite dissout après liquidation.

Cette dissolution du SMEA de la Région du Pic Saint Loup implique de définir les modalités de liquidation donnant lieu à répartition financière entre l'ensemble des membres actuels, c'est-à-dire entre la CCVH, la CCGPSL et les 3 communes.

L'ensemble des membres actuels a retenu la solution de dissoudre le SMEA de la Région du Pic Saint Loup (SMEAPSL) sans réduction du périmètre de la délégation de service public Eau potable (DSP).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I - OBJET ET ETENDUE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de liquidation donnant lieu à répartition des résultats comptables, des restes à réaliser, de l'actif et du passif (immobilisations, biens, subventions d'équipement, trésorerie, etc.), de la dette et du personnel après le vote des comptes administratifs 2017.

Compte tenu du fait qu'il n'est pas possible d'anticiper les conditions de sa liquidation, ni de procéder au vote de son compte administratif, la dissolution ne sera prononcée qu'après la date de fin de compétences du SMEAPSL.

ARTICLE 2 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2018. L'échéance de la présente convention est calquée sur celle du contrat de délégation de service public eau potable (DSP), à savoir au 31 décembre 2024, sauf résiliation anticipée ou prorogation du contrat de DSP, ou décision

unanime de la CCGPSL et de la CCVH de réduire le périmètre de la DSP en enlevant les communes d'Argelliers, de Montarnaud et de Saint-Paul-et-Valmalle.

ARTICLE 3 – DONNEES TECHNIQUES ET FINANCIERES DU SMEAPSL

3-1 Contrats en cours

Service Eau brute :

| Service Eau Brute - LISTE DES MARCHES ET CONTRATS EN COURS SMEA AU 08/11/2017 | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|----------------|---------|---------------|
| MARCHES | FOURNISSEURS | MONTANT MARCHÉ TTC | ENGAGEMENT TTC | MANDATE | RESTE A PAYER |
| EXTENSION 2017 | NICOLLIN/TP SONERM | 360 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL | 360 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Service assainissement non collectif :

Néant

Service AEP :

| Service AEP - LISTE DES MARCHES ET CONTRATS EN COURS SMEA AU 08/11/2017 | | | | | |
|--|------------------------|---|----------------|----------------|---------------------------|
| MARCHES | FOURNISSEURS | MONTANT MARCHÉ TTC | ENGAGEMENT TTC | MANDATE | RESTE A PAYER au 08/11/17 |
| Réhabilitation accès réservoir | TP SONERM | 107 745,60 € | 107 745,60 € | - € | 107 745,60 € |
| Extension CLARET/VACQUIERES | FRANSONHOMME | 120 289,03 € | 120 289,03 € | 101 491,20 € | 18 797,83 € |
| Extension CLARET/VACQUIERES | SADE/MULERO/TP SONERM | 839 953,19 € | 839 953,19 € | 171 704,52 € | 668 248,67 € |
| MODIFICATION 2015 | SAUR | 240 000,00 € | 232 541,27 € | 231 941,27 € | 600,00 € |
| MODIFICATION 2016 | SAUR | 240 000,00 € | 237 139,15 € | 236 539,15 € | 600,00 € |
| MODIFICATION 2017 | NICOLLIN/TP SONERM | 240 000,00 € | - € | - € | - € |
| EXTENSION 2016 | SAUR | 840 000,00 € | 415 116,77 € | 288 558,82 € | 126 557,95 € |
| EXTENSION 2017 | NICOLLIN/TP SONERM | 840 000,00 € | 83 327,09 € | | 83 327,09 € |
| MARCHE MAITRISE D'ŒUVRE 2016 | TPF INGENIERIE | 84 000,00 € | 43 755,40 € | 21 055,68 € | 22 699,72 € |
| MARCHE MAITRISE D'ŒUVRE 2017 | TPF INGENIERIE | 84 000,00 € | - € | - € | - € |
| DUP REDONEL | ETEN | 38 948,00 € | 38 948,00 € | 30 931,22 € | 8 016,78 € |
| Audit DSP | FININDEV | 12 540,00 € | 12 540,00 € | 3 040,00 € | 9 500,00 € |
| Assistance Mo Dissolution | CGCB/IGEDT | 14 400,00 € | | 12 480,00 € | 1 920,00 € |
| MOULINET | SAUR | 89 412,00 € | 89 412,00 € | 3 276,00 € | 86 136,00 € |
| MOULINET | ANTEA | 17 520,00 € | 17 520,00 € | 17 520,00 € | - € |
| Convention fenouillet | CHAMBRE AGRICULTURE 34 | 3 100,00 € | 3 100,00 € | - € | 3 100,00 € |
| Contrat de délégation de service public (DSP), par voie d'affermage, de la gestion du service public d'eau potable | SAUR | Durée de douze ans à compter du 1er janvier 2013, jusqu'au 31 décembre 2024 - Facturation aux abonnés | | | |
| TOTAL | | 3 811 907,82 € | 2 241 387,50 € | 1 118 537,86 € | 1 137 249,64 € |

Autres contrats en cours hors contrat de prestation administratives courantes: Téléphonie, Assurance, etc.

3-2 Vente et achat d'eau

3-2-1 Les conventions de vente d'eau :

| Signataires | | Lieux de livraison | CC concernées | Type de vente |
|-------------|----------|--|---------------|---------------|
| Fournisseur | Acheteur | | | |
| SMEAPSL | SMGC | ZA Patus (Ce de St Vincent de Barbeyrargues) | CCGPSL | En gros |

| | | | | |
|---------|-------------------|---|--------|-------------|
| SMEAPSL | CCGPSL | St Clément la rivière | CCGPSL | Aux usagers |
| SMEAPSL | DEPARTEMENT 34 | Domaine de Restinclières Ce de Prades le Lez | CCGPSL | Aux usagers |
| SMEAPSL | AS Goule de Laval | Goule de Laval (Ce de Combaillaux) | CCGPSL | Aux usagers |
| SMEAPSL | MMM (Grabels) | Bel Air (Grabels) | CCVH | Aux usagers |

3-2-2 Les conventions d'achat d'eau :

| Fournisseur | Livraison | Acheteur | Pris en charge dans le contrat de DSP |
|--------------------------------------|------------------------|------------------|---------------------------------------|
| Montpellier Méditerranée Métropole | Source du lez | SMEA Pic St loup | oui |
| Syndicat Mixte de Garrigues Campagne | St Mathieu de Treviers | SMEA Pic St loup | non |

L'achat d'eau au Syndicat Mixte de Garrigues Campagne est pris en charge financièrement directement par le S.M.E.A. Il n'a pas été intégré au contrat de DSP signé avec la SAUR. La simulation prévisionnelle d'achat d'eau au SMGC de 2017 à 2024 est la suivante :

Convention achat d'eau au SMGC Validité 2017-2020

Le SMEA paie les volumes à Veolia, délégataire du SMGC

Le SAUR, délégataire SMEA paie la redevance agence RMC à VEOLIA.

Dans cette simulation, La part Agence de l'Eau n'est pas prise en compte, car elle est directement payée à Véolia par le Délégué de la SAUR (SAUR),

| Périodes | 2016-02 | Simulation avec une augmentation u prix de 2,5% annuel | | | | | | | | |
|----------------------|-----------|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | |
| Volume acheté | 129 080 | | | | | | | | | |
| Volumes annuels | | 350 400 | 350 400 | 350 400 | 350 400 | 350 400 | 350 400 | 350 400 | 350 400 | 350 400 |
| Total Prix SMGC HT | 0,5816 | 0,3820 | 0,3916 | 0,4013 | 0,4114 | 0,4217 | 0,4322 | 0,4430 | 0,4541 | |
| Part PU HT | 0,3366 | 0,2020 | 0,2071 | 0,2122 | 0,2175 | 0,2230 | 0,2285 | 0,2343 | 0,2401 | |
| SMGC Montant HT | 43 448,33 | 70 780,80 | 72 550,32 | 74 364,08 | 76 223,18 | 78 128,76 | 80 081,98 | 82 084,03 | 84 136,13 | |
| Part PU HT | 0,2450 | 0,1800 | 0,1845 | 0,1891 | 0,1938 | 0,1987 | 0,2037 | 0,2087 | 0,2140 | |
| VEOLIA Montant HT | 31 624,60 | 63 072,00 | 64 648,80 | 66 265,02 | 67 921,65 | 69 619,69 | 71 360,18 | 73 144,18 | 74 972,79 | |
| TOTAL Montant HT | 75 072,93 | 133 852,80 | 137 199,12 | 140 629,10 | 144 144,83 | 147 748,45 | 151 442,16 | 155 228,21 | 159 108,92 | |
| SMGC TVA | 4 129,01 | 7 361,90 | 7 545,95 | 7 734,60 | 7 927,97 | 8 126,16 | 8 329,32 | 8 537,55 | 8 750,99 | |
| payé par Montant TTC | 79 201,94 | 141 214,70 | 144 745,07 | 148 363,70 | 152 072,79 | 155 874,61 | 159 771,48 | 163 765,76 | 167 859,91 | |
| Total payé par SMEA | 79 201,94 | 0,00 | 141 214,70 | 144 745,07 | 148 363,70 | 152 072,79 | 155 874,61 | 159 771,48 | 163 765,76 | 167 859,91 |
| | | | | | | 154 208,50 | | | | |

| | | |
|------------------------|------------|---------------|
| Volume max Contractuel | 960 m³/ ou | 350 400 m³/an |
| Volume mini | | |
| 80% du max Contractuel | 760 m³/ ou | 277 400 m³/an |

3-3 Données techniques Eau potable

| Ouvrages | SMEAPSL 2015 | ARGELLIERS | MONTARNAUD | SAINT-PAUL-ET-VALMALLE |
|----------------------------------|--------------|-----------------|------------|------------------------|
| Nombre de stations de production | 5 | | | |
| Nombre de stations de | 19 | Reprise de fond | | Surpresseur de |

| suppression-reprise | | Mejeanne | | Valmalle |
|--|---------|--|-------------|----------|
| Nombre d'ouvrages de traitement sur réseau | 2 | 1 Local de traitement de Fond Méjeanne | | |
| Nombre d'ouvrages de stockage | 51 | 1 | 2 | |
| Volume de stockage (en m3) | 29 050 | 250 | 300 et 1000 | |
| Linéaire de conduites (en ml) | 575 731 | | | |

3-4 Données clientèles Eau Potable – Evolution des abonnés et des volumes consommés :

Evolution Consommations AEP 2010 à 2017

| Communes | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Moyenne 2010-2016 | Moyenne 2014-2016 |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| Angelières | 60 595 | 56 711 | 67 901 | 59 375 | 65 544 | 60 023 | 61 473 | 61 660 | 62 347 |
| Montarnaud | 131 439 | 147 928 | 132 058 | 154 475 | 171 600 | 181 334 | 198 425 | 159 608 | 183 786 |
| Saint Paul et Valmalle | 59 208 | 67 887 | 66 066 | 69 956 | 66 178 | 59 650 | 63 081 | 64 575 | 62 970 |
| S/Total 1 | 251 242 | 272 526 | 266 025 | 283 806 | 303 322 | 301 007 | 322 979 | 285 844 | 309 103 |
| Causse de la Selle | 21 748 | 25 309 | 23 436 | 22 524 | 21 029 | 20 153 | 22 856 | 22 722 | 21 346 |
| Cazeville | 31 254 | 30 774 | 31 017 | 33 270 | 26 169 | 23 637 | 25 006 | 28 732 | 24 937 |
| Combailaux | 96 147 | 96 150 | 102 156 | 96 616 | 99 582 | 91 780 | 99 378 | 97 401 | 96 413 |
| Le Triadou | 22 744 | 21 007 | 22 732 | 20 989 | 20 209 | 20 810 | 26 559 | 22 150 | 22 526 |
| Les Matelles | 118 553 | 122 110 | 129 737 | 126 123 | 131 763 | 162 838 | 131 898 | 131 860 | 142 166 |
| Mas de Londres | 32 056 | 33 090 | 27 855 | 31 600 | 31 670 | 30 546 | 35 511 | 31 761 | 32 576 |
| Murles | 22 487 | 21 099 | 21 760 | 20 170 | 21 562 | 21 333 | 20 174 | 21 226 | 21 023 |
| Notre Dame de Londres | 39 501 | 39 598 | 36 424 | 38 852 | 35 897 | 34 369 | 36 157 | 37 257 | 35 474 |
| Rouet | 6 569 | 5 263 | 4 397 | 3 364 | 5 158 | 5 148 | 4 206 | 4 872 | 4 837 |
| Saint Gély du Fesc | 871 728 | 864 335 | 910 727 | 858 387 | 865 593 | 843 949 | 861 292 | 868 002 | 856 945 |
| Saint Jean de Cuculles | 26 917 | 26 766 | 27 330 | 28 650 | 30 648 | 27 617 | 35 967 | 29 128 | 31 411 |
| Saint Martin de Londres | 180 533 | 189 486 | 161 244 | 162 811 | 165 683 | 160 576 | 176 659 | 170 999 | 167 639 |
| Saint Mathieu de Trévières | 288 788 | 237 428 | 321 715 | 274 568 | 296 803 | 286 100 | 268 130 | 281 933 | 283 678 |
| Vailhauquès | 152 820 | 160 302 | 154 156 | 144 990 | 155 310 | 145 674 | 147 491 | 151 535 | 149 492 |
| Viols en Laval | 19 172 | 20 359 | 19 954 | 17 967 | 18 383 | 18 827 | 17 709 | 18 910 | 18 306 |
| Viols le Fort | 59 687 | 62 888 | 60 693 | 58 268 | 65 055 | 57 686 | 62 636 | 60 988 | 61 792 |
| Claret | 83 506 | 91 135 | 98 246 | 83 107 | 84 807 | 88 900 | 99 600 | 89 900 | 91 102 |
| Ferrières les Verreries | 5 348 | 5 619 | 5 869 | 4 900 | 4 302 | 5 067 | 5 188 | 5 185 | 4 852 |
| Lauret | 35 705 | 36 274 | 40 476 | 38 624 | 37 070 | 38 339 | 40 680 | 38 167 | 38 696 |
| Sauteyrniques | 25 112 | 20 833 | 23 549 | 19 555 | 24 342 | 23 086 | 23 738 | 22 888 | 23 722 |
| Vacquières | 36 550 | 35 994 | 36 554 | 37 748 | 41 149 | 44 485 | 47 329 | 39 973 | 44 321 |
| Valflaunès | 53 295 | 48 939 | 54 471 | 50 341 | 51 339 | 50 280 | 53 055 | 51 677 | 51 565 |
| S/Total 2 | 2 232 220 | 2 194 758 | 2 314 498 | 2 173 424 | 2 233 543 | 2 201 200 | 2 241 219 | 2 227 266 | 2 225 321 |
| TOTAL (1+2) | 2 483 462 | 2 467 284 | 2 580 523 | 2 457 230 | 2 536 865 | 2 502 207 | 2 564 198 | 2 513 110 | 2 534 423 |

Evolution Abonné AEP 2010 à 2017

| Communes | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Moyenne 2010-2016 | Moyenne 2014-2016 |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|-------------------|
| Angelières | 328 | 331 | 342 | 399 | 417 | 425 | 428 | 381 | 423 |
| Montarnaud | 940 | 970 | 1 077 | 1 233 | 1 361 | 1 464 | 1 559 | 1 229 | 1 461 |
| Saint Paul et Valmalle | 466 | 479 | 496 | 505 | 507 | 519 | 545 | 502 | 524 |
| S/Total 1 | 1 734 | 1 780 | 1 915 | 2 137 | 2 285 | 2 408 | 2 532 | 2 113 | 2 408 |
| Variation 1 | | 2,65% | 7,58% | 11,59% | 6,93% | 5,38% | 5,15% | | 13,98% |
| Causse de la Selle | 245 | 248 | 249 | 253 | 251 | 253 | 266 | 252 | 257 |
| Cazeville | 87 | 88 | 92 | 92 | 95 | 96 | 102 | 93 | 98 |
| Combailaux | 563 | 568 | 582 | 588 | 616 | 621 | 655 | 599 | 631 |
| Le Triadou | 169 | 171 | 175 | 177 | 178 | 214 | 245 | 190 | 212 |
| Les Matelles | 700 | 716 | 777 | 797 | 888 | 921 | 946 | 821 | 918 |
| Mas de Londres | 220 | 225 | 231 | 232 | 231 | 236 | 245 | 231 | 237 |
| Murles | 126 | 126 | 132 | 136 | 137 | 137 | 144 | 134 | 139 |
| Notre Dame de Londres | 268 | 271 | 268 | 276 | 278 | 283 | 291 | 276 | 284 |
| Rouet | 38 | 38 | 38 | 42 | 48 | 48 | 48 | 43 | 48 |
| Saint Gély du Fesc | 3 735 | 3 826 | 4 017 | 4 098 | 4 574 | 4 602 | 4 708 | 4 223 | 4 628 |
| Saint Jean de Cuculles | 177 | 175 | 184 | 191 | 192 | 196 | 205 | 189 | 198 |
| Saint Martin de Londres | 1 132 | 1 168 | 1 196 | 1 225 | 1 303 | 1 324 | 1 337 | 1 241 | 1 321 |
| Saint Mathieu de Trévières | 1 515 | 1 516 | 1 526 | 1 582 | 2 073 | 2 130 | 2 191 | 1 790 | 2 131 |
| Vailhauquès | 966 | 983 | 989 | 1 008 | 1 037 | 1 042 | 1 038 | 1 009 | 1 039 |
| Viols en Laval | 92 | 94 | 93 | 94 | 95 | 94 | 94 | 94 | 94 |
| Viols le Fort | 549 | 556 | 561 | 536 | 592 | 601 | 616 | 573 | 603 |
| Claret | 615 | 629 | 642 | 668 | 706 | 735 | 781 | 682 | 741 |
| Ferrières les Verreries | 43 | 42 | 39 | 44 | 44 | 43 | 45 | 43 | 44 |
| Lauret | 217 | 222 | 226 | 238 | 271 | 268 | 278 | 246 | 272 |
| Sauteyrniques | 179 | 183 | 185 | 195 | 210 | 218 | 224 | 199 | 217 |
| Vacquières | 207 | 212 | 212 | 260 | 464 | 485 | 503 | 335 | 484 |
| Valflaunès | 313 | 312 | 325 | 331 | 370 | 375 | 382 | 344 | 376 |
| S/Total 2 | 12 156 | 12 369 | 12 739 | 13 063 | 14 653 | 14 922 | 15 344 | 13 607 | 14 973 |
| Variation 2 | | 1,75% | 2,99% | 2,54% | 12,17% | 1,84% | 2,83% | | 10,04% |
| TOTAL (1+2) | 13 890 | 14 149 | 14 654 | 15 200 | 16 938 | 17 330 | 17 876 | 15 720 | 17 381 |
| Variation (1+2) | | 1,86% | 3,57% | 3,73% | 11,43% | 2,31% | 3,15% | | 10,57% |

3-5 Tarification Eau Potable – Evolution des recettes :

La surtaxe syndicale est appliquée uniquement sur le volume facturé.

Evaluation des Recettes sur la base des Consommations facturées en 2016 au prix 2017

| Communes | Volumes 2016 en M3 | Tranche Conso. 0 à 30m ³ P.U. = 0,2420€ | | Tranche Conso 31 à 750 m ³ P.U. = 0,6020€ | | Tranche Conso >750 m ³ | | Total |
|----------------------------|-----------------------|---|------------------|---|--------------------|--------------------------------------|------------------|--------------------------|
| | | Volume | Total (1) | Volume | Total (2) | Volume | Total (3) | Total (1) + (2) + (3) |
| Arpellières | 61 473 | 10 997 | 2 661 € | 49 803 | 29 981 € | 673 | 452 | 33 095 € |
| Montamaud | 198 425 | 43 501 | 10 527 € | 137 170 | 82 576 € | 17 754 | 11 931 | 105 034 € |
| Saint Paul et Valmalle | 63 081 | 14 866 | 3 598 € | 46 743 | 28 139 € | 1 472 | 989 | 32 726 € |
| S/Total 1 | 322 979 | 69 364 | 16 786 € | 233 716 | 140 697 € | 19 899 | 13 372 € | 170 855 € |
| Causse de la Selle | 22 856 | 6 028 | 1 459 € | 16 828 | 10 130 € | 0 | 0 € | 11 589 € |
| Cazevieille | 25 006 | 2 606 | 631 € | 19 619 | 11 811 € | 2 781 | 1 869 € | 14 310 € |
| Combailaux | 99 378 | 17 819 | 4 312 € | 77 794 | 46 832 € | 3 765 | 2 530 € | 53 674 € |
| Le Triadou | 26 559 | 6 252 | 1 513 € | 19 295 | 11 616 € | 1 012 | 680 € | 13 809 € |
| Les Matelles | 131 898 | 24 915 | 6 029 € | 99 375 | 59 824 € | 7 608 | 5 113 € | 70 966 € |
| Mas de Londres | 35 511 | 6 451 | 1 561 € | 27 683 | 16 665 € | 1 377 | 925 € | 19 152 € |
| Murles | 20 174 | 3 903 | 945 € | 16 271 | 9 795 € | 0 | 0 € | 10 740 € |
| Notre Dame de Londres | 36 157 | 7 231 | 1 750 € | 26 160 | 15 748 € | 2 766 | 1 859 € | 19 357 € |
| Rouet | 4 206 | 1 031 | 250 € | 2 960 | 1 782 € | 215 | 144 € | 2 176 € |
| Saint Gély du Fesc | 861 292 | 121 459 | 29 393 € | 542 895 | 326 823 € | 196 938 | 132 342 € | 488 558 € |
| Saint Jean de Cuculles | 35 967 | 5 679 | 1 374 € | 24 205 | 14 571 € | 6 083 | 4 088 € | 20 034 € |
| Saint Martin de Londres | 176 659 | 33 029 | 7 993 € | 111 955 | 67 397 € | 31 675 | 21 286 € | 96 676 € |
| Saint Mathieu de Trévières | 268 130 | 47 849 | 11 579 € | 184 760 | 111 226 € | 35 521 | 23 870 € | 146 675 € |
| Vailhaucouès | 147 481 | 29 129 | 7 049 € | 111 724 | 67 258 € | 6 628 | 4 454 € | 78 761 € |
| Viols en Laval | 17 709 | 2 552 | 618 € | 15 095 | 9 087 € | 62 | 42 € | 9 746 € |
| Viols le Fort | 62 636 | 16 422 | 3 974 € | 45 833 | 27 591 € | 381 | 256 € | 31 822 € |
| Claret | 99 600 | 20 210 | 4 891 € | 71 078 | 42 789 € | 8 312 | 5 586 € | 53 265 € |
| Ferrières les Verreries | 5 188 | 991 | 240 € | 4 197 | 2 527 € | 0 | 0 € | 2 766 € |
| Lauret | 40 680 | 7 637 | 1 848 € | 29 982 | 18 049 € | 3 061 | 2 057 € | 21 954 € |
| Sautevargues | 23 738 | 5 112 | 1 237 € | 18 288 | 11 009 € | 338 | 227 € | 12 474 € |
| Vacquières | 47 329 | 8 696 | 2 104 € | 27 207 | 16 379 € | 11 426 | 7 678 € | 26 161 € |
| Valflaunès | 53 055 | 9 427 | 2 281 € | 42 837 | 25 788 € | 791 | 532 € | 28 601 € |
| Vente en Gros | 7 636 | 7 636 | 1 848 € | | 0 € | | 0 € | 1 848 € |
| S/Total 2 | 2 248 845 | 392 064 | 93 032 € | 1 536 041 | 924 697 € | 320 740 | 215 537 € | 1 233 266 € |
| TOTAL (1+2) | 2 571 824 | 461 428 | 109 818 € | 1 769 757 | 1 065 394 € | 340 639 | 228 909 € | 1 404 121 € |

3-6 Données clientèles ANC - 2016 :

La répartition du nombre d'utilisateurs de ce service ANC est la suivante :

| <i>Communes</i> | <i>Installations recensées</i> |
|--------------------------------|--------------------------------|
| Argelliers | 215 |
| Montamaud | 147 |
| Saint Paul et Valmalle | 57 |
| <i>S/Total 1</i> | <i>419</i> |
| Assas | 292 |
| Causse de la Selle | 90 |
| Cazeville | 15 |
| Combaillaux | 33 |
| Fontanès | 58 |
| Guzargues | 36 |
| Le Triadou | 74 |
| Les Matelles | 24 |
| Mas de Londres | 62 |
| Murles | 38 |
| Notre Dame de Londres | 103 |
| Rouet | 18 |
| Saint Bazille de Montmel | 147 |
| Saint Clément de Rivière | 18 |
| Saint Gély du Fesc | 43 |
| Saint Jean de Cuculles | 145 |
| Saint Martin de Londres | 172 |
| Saint Mathieu de Tréviers | 152 |
| Saint Vincent de Barbeyrargues | 16 |
| Sainte Croix de Quintillargues | 11 |
| Teyran | 82 |
| Vailhauquès | 27 |
| Viols en Laval | 72 |
| Viols le Fort | 147 |
| Claret | 147 |
| Ferrières les Verrières | 35 |
| Lauret | 83 |
| Sauteyrargues | 82 |
| Vacquières | 61 |
| Valflaunès | 130 |
| St André de Buèges | 14 |
| St Jean de Buèges | 39 |
| Pégaïrolles de Buèges | 3 |
| <i>S/Total 2</i> | <i>2469</i> |
| TOTAL (1+2) | 2 888 |

3-7 Bâtiment administratif du SMEAPSL :

Le bâtiment administratif situé sur la parcelle AP 187 de la commune des Matelles, propriété du SMEAPSL, a fait l'objet d'une estimation de la valeur vénale par le Domaine, qui s'élève à 486 000 €.

Il a été décidé que la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup reprenne en pleine propriété ce bâtiment administratif. Ce qui devrait conduire au versement d'une soulte de la CCGPSL aux 4 autres anciens membres selon la clé de répartition englobant les trois compétences énoncées à l'article 4-3 de la présente convention.

ARTICLE 4 - REPARTITION FINANCIERE ET DES BIENS DU SMEAPSL

4-1 Rappel juridique :

En cas de dissolution d'un syndicat mixte, les dispositions de l'article L.5211-25-1 du CGCT sont applicables (et ce par renvoi des dispositions combinées des articles L.5711-1 et 5211-26 du CGCT).

Les biens doivent être répartis en pleine propriété entre les 5 membres actuels, selon les règles posées par l'article L.5211-25-1 du CGCT, qui dispose :

« En cas de retrait de la compétence transférée à un établissement public de coopération intercommunale :

1° **Les biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences sont restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases. Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restituée à la commune propriétaire ;**

2° **Les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire de l'établissement public de coopération intercommunale et l'établissement ou, dans le cas particulier d'un syndicat dont les statuts le permettent, entre la commune qui reprend la compétence et le syndicat de communes. Il en va de même pour le produit de la réalisation de tels biens, intervenant à cette occasion. Le solde de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétences est réparti dans les mêmes conditions entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire et l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, entre la commune et le syndicat de communes. A défaut d'accord entre l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et les conseils municipaux des communes concernés, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés. Cet arrêté est pris dans un délai de six mois suivant la saisine du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou de l'une des communes concernées. [...]**

Ces dispositions posent le cadre suivant :

- **S'agissant des biens existants avant le transfert de la compétence « Eau » au syndicat : ces biens font retour dans le patrimoine de communes qui les avaient initialement acquis ou réalisés ;**
- **S'agissant des biens réalisés ou acquis par le syndicat : ces biens sont répartis entre les communes, soit conformément à l'accord trouvé entre les parties, soit, à défaut d'accord, autoritairement par le préfet.**

4-2 Clés de répartition financière retenues pour les compétences ANC et Eau potable :

Principe général de répartition:

Le principe général de répartition financière retenu par l'ensemble des membres actuels est le suivant : « **Les résultats appartiennent aux usagers et sont rattachés à la compétence** ».

Selon ce principe, les clés de répartition financière retenues pour les compétences ANC et Eau potable sont les suivantes :

| Répartition par compétence | Eau brute | ANC | Eau potable |
|--|-------------|---------------------------|---|
| CCGPSL | 100% | 85,5 % (2469/2888) | 87,8 % (2 225 319 / 2 534 422) |
| CCVH pour les 3 communes ci-dessous | 0 % | 14,5 % (419/2888) | 12,2 % (309 103 / 2 534 422) <i>(total des communes Argelliers, Montarnaud, Saint Paul et Valmalle)</i> |
| Argelliers | | / | 2,46 % (62 347 / 2 534 422) |
| Montarnaud | | / | 7,25 % (183 786 / 2 534 422) |
| Saint Paul et Valmalle | | / | 2,49 % (62 970 / 2 534 422) |

Nota :

La répartition financière retenue pour l'ANC a été faite sur la base des installations recensées par commune en 2016.

La répartition financière retenue pour l'Eau potable a été faite sur la base des consommations moyennes de 2014 à 2016, par communes.

4-3 Clé de répartition financières retenues pour le bâtiment administratif :

Le bâtiment administratif sert à la gestion des 3 compétences, la clé de répartition proposée s'appuie sur les recettes annuelles de chaque compétence qui permettent de comparer les compétences entre elles.

Ceci permettra d'obtenir une pondération pour chaque compétence puis de l'appliquer aux clés de répartition de l'article 4-2.

Calcul de la pondération :

| SMEAPSL (recettes CA 2016) | Eau brute | ANC | AEP | Total |
|----------------------------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Recettes d'exploitations | 78 700,00 € | 246 722,50 € | 2 705 324,67 € | 3 030 747,17 € |
| Recettes d'investissement | 50 524,00 € | 4 802,11 € | 4 972 443,24 € | 5 027 769,35 € |
| Total | 129 224,00 € | 251 524,61 € | 7 677 767,91 € | 8 058 516,52 € |
| Pondération | 1,60% | 3,12% | 95,28% | 100% |

Clé de répartition retenue pour le bâtiment administratif :

| Répartition par compétence | Eau brute | ANC | Eau potable | Total |
|----------------------------|-----------|-------|-------------|--------|
| Pondération | 1,60% | 3,12% | 95,2800% | |
| CCGPSL | 1,60% | 2,67% | 83,66% | 87,93% |
| CCVH dont | 0,00% | 0,45% | 11,62% | 12,07% |
| Argelliers | | / | 2,34% | |
| Montarnaud | | / | 6,91% | |
| Saint Paul et Valmalle | | / | 2,37% | |

Le montant de l'estimation de la valeur vénale par le Domaine étant de 486 000 €, la soulte à payer par la CCGPSL à la CCVH pour que la CCGPSL détienne la pleine propriété du bâtiment administratif situé sur la parcelle AP187 de la commune des Matelles est de 58 660,20 €.

4-4 Devenir des résultats budgétaires du service Eau potable au 31/12/2017 transférés à Argelliers, Montarnaud, Saint-Paul-et-Valmalle:

Selon les articles L.5211-5 et L.5211-17 du C.G.C.T., le transfert de compétence relevant d'un S.P.I.C. à l'E.P.C.I. entraîne la mise à disposition à titre obligatoire des immobilisations nécessaires à l'exercice du service, ainsi que le transfert des droits et obligations y afférent, notamment les emprunts.

Ainsi, pour les trois communes, Argelliers, Montarnaud, Saint-Paul-et-Valmalle les résultats budgétaires et les restes à réaliser sont intégrés en totalité au budget principal de la commune.

Toutefois, le **service Eau potable**, qui est un service public industriel et commercial (S.P.I.C) constitue un cas particulier soumis au principe de l'équilibre financier (article L.2224-1 du CGCT) qui nécessite l'individualisation des dépenses et des recettes au sein d'un budget spécifique, assortie de l'impossibilité de financement par le budget principal (art. L.2224-2 CGCT). De ce fait, les déficits et les excédents résultants strictement de l'exercice de cette compétence qui peuvent être identifiés, et les résultats budgétaires du budget annexe communal, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou partie. Ce transfert doit donner lieu à délibérations concordantes de l'EPCI et de la (des) commune(s) concernée(s).

Les trois communes, Argelliers, Montarnaud, Saint-Paul-et-Valmalle, conviennent de transférer les résultats budgétaires et les restes à réaliser issues de la dissolution du SMEAPSL pour la compétence eau potable à la Communauté de communes Vallée de l'Hérault.

4-5 Devenir des résultats budgétaires du service Assainissement non collectif au 31/12/2017:

Les seuls membres du SMEAPSL pour la compétence Assainissement non collectif sont la CCGPSL et la CCVH.

Après dissolution du SMEAPSL, les résultats budgétaires et le reste à réaliser sont de fait transférés à la CCGPSL et à la CCVH selon la clé de répartition retenue à l'article 4-2 de la présente convention.

ARTICLE 5 - SERVICE EAU BRUTE :

La CCVH n'a pas la compétence eau brute. En conséquence, les communes de Montarnaud et de Saint Paul et Valmalle reprennent chacun la compétence eau brute.

Aucun ouvrage n'a été réalisé ni à Montarnaud et ni à Saint Paul et Valmalle, aucune dépense et recette n'a été réalisée sur ces deux communes.

La maîtrise d'ouvrage du marché de travaux en cours est reprise par la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup.

Répartition retenue au 31/12/17 :

Afin d'appliquer le principe général retenu, et compte tenu du fait qu'aucune recette n'a été prélevée sur Montarnaud et Saint Paul et Valmalle, il a été décidé d'affecter les biens et les résultats à la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup.

ARTICLE 6 - SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :

Le service est géré par une partie du personnel du SMEA (2,45 ETP) qui assure la gestion du service et les contrôles.

D'après le budget prévisionnel 2017, la répartition des charges de personnel est la suivante :

| Communes | Installations recensées | Charges de Personnel 2,45TP | ETP |
|----------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------|
| Argelliers | 215 | 7 400 € | |
| Montarnaud | 147 | 5 059 € | |
| Saint Paul et Valmalle | 57 | 1 962 € | |
| <i>S/Total CCVH</i> | <i>419</i> | <i>14 421 €</i> | <i>0,36</i> |
| <i>S/Total CCGPSL</i> | <i>2469</i> | <i>84 979 €</i> | <i>2,09</i> |
| TOTAL SMEAPSL - ANC | 2 888 € | 99 400 € | 2,45 |

Les biens dédiés au service ANC sont les suivants :

| N° immo. | Désignation | Date acq. | Valeur Acq. | Durée | Début amo. | Amo. Antérieur 2018 | VNC 31/12/2017 | Amortiss. 2018 | Amortiss. 2019 | Amortiss. 2020 | Amortiss. 2021 | VNC 31/12/2021 |
|----------|--------------------------------------|------------|------------------|-------|------------|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 2014-01 | ORDINATEUR POSTE ANC | 26/08/2014 | 1 003,20 | 2 | 01/01/2015 | 1 003 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 2007 | 6201136 MATERIEL BUREAUX TECHNICIENS | 20/02/2007 | 4 238,64 | 2 | 01/01/2008 | 4 239 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 2017-02 | INFORMATIQUE | 31/03/2017 | 1 649,00 | 2 | 01/01/2018 | | 1 649 € | 825 € | 825 € | - € | - € | - € |
| 2015-05 | PEUGEOT 208 | 10/09/2015 | 11 290,90 | 5 | 01/01/2016 | 4 516 € | 6 775 € | 2 258 € | 2 258 € | 2 259 € | - € | 0 € |
| 2006-02 | LOGICIEL ABONNES SAGA - ANC | 01/12/2005 | 10 465,00 | 2 | 01/01/2007 | 10 465 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 2011-01 | ARMOIRE A RIDEAUX | 17/03/2011 | 1 200,00 | 10 | 01/01/2012 | 720 € | 480 € | 120 € | 120 € | 120 € | 120 € | - € |
| 2014-02 | COMETEC - SONDÉ BOUÉ | 22/10/2014 | 1 148,16 | 5 | 01/01/2015 | 687 € | 461 € | 229 € | 232 € | - € | - € | 0 € |
| | TOTAL | | 30 994,90 | | | 21 630 € | 9 365 € | 3 432 € | 3 435 € | 2 379 € | 120 € | 0 € |

Le montant des biens dédiés au service ANC restant à amortir au 31/12/2017 est de 9 365,06€.

La CCVH reprendra à compter du 1/01/2018 :

- le véhicule 208 dont la valeur nette comptable au 31/12/2017 est de 6 775 €.
- Un agent qui sera affectée à la CCVH pour 50% sur le service ANC et 50% sur le service AEP – le montant annuel 2017 du salaire et des charges est de 29 467,39 €.

6-1 Les résultats:

⇒ Les résultats intégrés au budget

Les résultats cumulés de l'activité Assainissement non collectif au 31/12/2017, date de fin de compétence du SMEAPSL, sont répartis entre les collectivités membres bénéficiaires et repris au budget selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.

⇒ Les résultats à répartir comptablement

La répartition comptable des soldes des comptes de résultats à la balance, au 31/12/2017, date de fin de compétence du SMEAPSL, entre les collectivités membres bénéficiaires se fait selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.

6-2 Les Restes à réaliser :

Les restes à réaliser au 31/12/2017, date de fin de compétence du SMEAPSL, sont repris au budget de chacune des collectivités qui exercent la compétence Assainissement non collectif, suite à la dissolution du SMEAPSL.

6-3 L'actif et le passif :

L'actif et le passif doivent être répartis entre les collectivités membres bénéficiaires de manière équitable (répartition géographique, clé de répartition, ...)

Les biens et les subventions ne peuvent pas être scindés. La répartition comptable doit correspondre à la répartition physique des biens. Elle est établie à partir de l'état de l'actif de la collectivité dissoute, ajustée avec la balance comptable au jour de la dissolution.

La répartition doit être équilibrée en débit / crédit pour chaque collectivité membre bénéficiaire.

⇒ Les immobilisations et subventions d'équipement

Les immobilisations mises à la disposition du SMEAPSL par les Communes membres lors de leurs adhésions figurent à l'actif du Syndicat. Elles retournent aux communes propriétaires lors de la dissolution du SMEAPSL, selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention et sont transférées aux communautés de communes qui ont la compétence ANC.

⇒ Les emprunts

Les emprunts mis à disposition du SMEAPSL par les Communes membres lors de sa création : **Sans objet**

Les contrats d'emprunts, souscrits par le SMEAPSL, en cours au jour de sa dissolution :

Sans objet

⇒ Les restes à recouvrer et restes à payer

Les restes à payer et les restes à recouvrer au 31/12/2017, date de fin de compétence du SMEAPSL, sont répartis entre les collectivités membres bénéficiaires :

La répartition se traduit tel que suit :

- Restes à recouvrer au 31/12/2017 :
Ils sont répartis entre les collectivités membres bénéficiaires selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.
- Restes à payer au 31/12/2017 :
Ils sont répartis entre les collectivités membres bénéficiaires selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.

⇒ La trésorerie

Le solde de la trésorerie au 31/12/2017, est réparti entre les collectivités membres bénéficiaires selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.

⇒ Les autres comptes présents à la balance

Les autres comptes d'actif et de passif présents à la balance du SMEAPSL au 31/12/2017, sont répartis selon la clé de répartition définie à l'article 4-2 de la présente convention.

Hormis certains cas particuliers, ces comptes ne font pas l'objet d'un suivi auxiliaire. Les montants sont donc répartis librement, sans référence à des pièces (compte 102, 19...)

En présence de provisions ou dépréciations, la répartition entre les communautés de communes doit tenir compte de l'objet de la provision. Il en est de même pour les sommes figurant sur compte d'imputation provisoire de dépenses ou de recettes qui n'auraient pas pu être régularisées.

⇒ Les régies de recettes et d'avances

Les régies de recettes et d'avances sont clôturées au 31/12/2017.

Les régisseurs ne sont plus habilités à intervenir à compter de cette date. Ils devront alors reverser les sommes en instance dans leurs comptes et justifier leurs opérations. Les opérations comptables des régies sont régularisées et soldées avant la dissolution comptable du syndicat.

ARTICLE 7 – SERVICE D'EAU POTABLE:

7-1 Répartition des ouvrages dédiés au service AEP :

Seront restitués au 01/01/2018 à chacune des trois communes (**Argelliers, Montarnaud, Saint-Paul-et-Valmalle**) les ouvrages qui leurs sont dédiés (réseaux AEP, station de traitement, station de reprise, et réservoir de distribution). Ces ouvrages seront immédiatement mis à disposition de la **Communauté de communes Vallée de l'Hérault**.

| Ouvrages | ARGELLIERS | MONTARNAUD | SAINT-PAUL-ET-VALMALLE |
|--|---|-------------|---------------------------|
| Nombre de stations de suppression-reprise | 1 Reprise de fond Mejeanne | | 1 Surpresseur de Valmalle |
| Nombre d'ouvrages de traitement sur réseau | 1 Local de traitement de Fond Méjeanne | | |
| Nombre d'ouvrages de stockage | 1 | 2 | |
| Volume de stockage (en m3) | 250 | 300 et 1000 | |
| Réseau AEP | Le plan de répartition des réseaux AEP est fourni en annexe I | | |

7-2 Sort du contrat de DSP :

L'article L5211-25-1 du CGCT dispose :

« En cas de retrait de la compétence transférée à un établissement public de coopération intercommunale :

2° [...] Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les établissements publics de coopération intercommunale n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. L'établissement public de coopération intercommunale qui restitue la compétence informe les cocontractants de cette substitution. »

En l'espèce, le contrat de délégation de service public (DSP), par voie d'affermage, de la gestion du service public d'eau potable attribué à la SAUR pour une durée de douze ans à compter du 1er janvier 2013, sera exécuté jusqu'à son échéance au 31 décembre 2024.

Le S.M.E.A de la région du Pic Saint Loup devra informer la SAUR de la substitution du SMEA par la CCGPSL et la CCVH.

7-3 Sort des autres contrats :

Les autres contrats, qui concernent le service eau potable et cités à l'article 3-1, sont transférés à la CCGPSL. Les restes à payer seront pris en charge selon la répartition indiquée dans le tableau ci-dessous :

| MARCHES | FOURNISSEURS | MONTANT MARCHÉ TTC | ENGAGEMENT TTC | MANDATE | RESTE A PAYER au 08/11/17 | CC concernées | Repartition reste à payer |
|--|------------------------|---|-----------------------|-----------------------|---------------------------|----------------|--|
| Réhabilitation accès réservoir | TP SONERM | 107 745,60 € | 107 745,60 € | - € | 107 745,60 € | CCGPSL | CCGPSL |
| Extension CLARET/VACQUIERES | FRANSBONHOMME | 120 289,03 € | 120 289,03 € | 101 491,20 € | 18 797,83 € | CCGPSL | CCGPSL |
| Extension CLARET/VACQUIERES | SADE/MULERO/TP SONERM | 839 953,19 € | 839 953,19 € | 171 704,52 € | 668 248,67 € | CCGPSL | CCGPSL |
| MODIFICATION 2015 | SAUR | 240 000,00 € | 232 541,27 € | 231 941,27 € | 600,00 € | CCGPSL | CCGPSL |
| MODIFICATION 2016 | SAUR | 240 000,00 € | 237 139,15 € | 236 539,15 € | 600,00 € | CCGPSL | CCGPSL |
| MODIFICATION 2017 | NICOLLIN/TP SONERM | 240 000,00 € | - € | - € | - € | CCGPSL | CCGPSL |
| EXTENSION 2016 | SAUR | 840 000,00 € | 415 116,77 € | 288 558,82 € | 126 557,95 € | CCGPSL et CCVH | Argelliers - ch. Des grattaies - 39616,78 € |
| EXTENSION 2017 | NICOLLIN/TP SONERM | 840 000,00 € | 83 327,09 € | - € | 83 327,09 € | CCGPSL | CCGPSL |
| MARCHE MAITRISE D'ŒUVRE 2016 | TPF INGENIERIE | 84 000,00 € | 43 755,40 € | 21 055,68 € | 22 699,72 € | CCGPSL | CCGPSL |
| MARCHE MAITRISE D'ŒUVRE 2017 | TPF INGENIERIE | 84 000,00 € | - € | - € | - € | CCGPSL | CCGPSL |
| DUP REDONEL | ETEN | 38 948,00 € | 38 948,00 € | 30 931,22 € | 8 016,78 € | CCGPSL et CCVH | clé de répartition énoncée à l'article 4 2 de la présente convention |
| Audit DSP | FININDEV | 12 540,00 € | 12 540,00 € | 3 040,00 € | 9 500,00 € | CCGPSL et CCVH | |
| Assistance Mo Dissolution | CGCB/IGEDT | 14 400,00 € | - € | 12 480,00 € | 1 920,00 € | CCGPSL et CCVH | |
| MOULINET | SAUR | 89 412,00 € | 89 412,00 € | 3 276,00 € | 86 136,00 € | CCGPSL et CCVH | |
| MOULINET | ANTEA | 17 520,00 € | 17 520,00 € | - € | - € | CCGPSL et CCVH | |
| Convention fenouillet | CHAMBRE AGRICULTURE 34 | 3 100,00 € | 3 100,00 € | - € | 3 100,00 € | CCGPSL | CCGPSL |
| Contrat de délégation de service public (DSP), par voie d'affermage, de la gestion du service public d'eau potable | SAUR | Durée de douze ans à compter du 1er janvier 2013, jusqu'au 31 décembre 2024 - Facturation aux abonnés | | | | | CCGPSL et CCVH |
| TOTAL | | 3 811 907,82 € | 2 241 387,50 € | 1 118 537,86 € | 1 137 249,64 € | | |

7-4 Sort des conventions de ventes et d'achat d'eau :

Les conventions de ventes d'eau suivantes sont reprises par la CCGPSL :

| Signataires | | Lieux de livraison | CC concernées | Type de vente |
|-------------|-------------------|---|---------------|---------------|
| Fournisseur | Acheteur | | | |
| SMEAPSL | SMGC | ZA Patut (Ce de St Vincent de Barbeyrargues) | CCGPSL | En gros |
| SMEAPSL | CCGPSL | St Clément la rivière | CCGPSL | Aux usagers |
| SMEAPSL | DEPARTEMENT 34 | Domaine de Restinclières Ce de Prades le Lez | CCGPSL | Aux usagers |
| SMEAPSL | AS Goule de Laval | Goule de Laval (Ce de Combaillaux) | CCGPSL | Aux usagers |

Pour le cas particulier du hameau de Bel Air, réseau en prolongement de la commune de Vailhauquès (CCGPSL) et qui dessert des habitants de Montarnaud et Grabels, la CCVH récupère ce patrimoine dans le transfert. Elle conventionne avec 3M pour facturer les habitants de Grabels.

| Signataires | | Lieux de livraison | CC concernées | Type de vente |
|-------------|---------------|--------------------|---------------|---------------|
| Fournisseur | Acheteur | | | |
| SMEAPSL | MMM (Grabels) | Bel Air (Grabels) | CCVH | Aux usagers |

7-5 Charges à prendre en compte par la CCVH pour le maintien du service eau potable des 3 communes d'Argelliers, Montarnaud et Saint Paul et Valmalle jusqu'à l'échéance de la présente convention :

Les communautés de communes de la Vallée de l'Hérault et du Grand Pic Saint-Loup, ainsi que les 3 communes d'Argelliers, Montarnaud et Saint Paul et Valmalle, dans le cadre de la dissolution du SMEA Pic Saint Loup, ont retenu la solution de maintien de la délégation de service public par affermage du service d'eau potable confiée à la SAUR jusqu'au 31/12/2024 sur le périmètre des 3 communes d'Argelliers, de Montarnaud et de Saint Paul et Valmalle actuel de la DSP.

Cette solution engendre des dépenses (achat d'eau au SMGC, et charges d'exploitation) liées à la gestion du service AEP des 3 communes précitées et prises en charge par la CCGPSL à compter de 01/01/2018 jusqu'à la date d'échéance du contrat de DSP. Ces dépenses seront compensées par la CCVH.

Dépenses d'achat d'eau au Syndicat Mixte de Garrigues Campagne :

CONVENTION DE LIQUIDATION DU SYNDICAT MIXTE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DU PIC SAINT LOUP

L'achat d'eau au Syndicat Mixte de Garrigues Campagne est pris en charge financièrement directement par le S.M.E.A. Il n'a pas été intégré au contrat de DSP signé avec la SAUR.

Cette dépense liée au service AEP devra être prise en compte sur la durée de la présente convention.

Travaux à prendre en compte définis dans le schéma directeur d'eau potable¹ :

Les travaux suivants, prévus dans le schéma directeur d'eau potable, devront être réalisés et serviront à la CCGPSL et aux 3 communes d'Argeliers, Montarnaud et Saint Paul et Valmalle de la CCVH.

| Actions | Travaux proposés dans le SDAEP du SMEAPSL | Cout HT | Priorité | Amortissement | Dépense annuelle (de 2017 à 2024) |
|---------------------------------------|--|-----------------------|----------|-----------------------|-----------------------------------|
| Travaux sur ouvrages | | | | | |
| 1-1 | Le bouldou: inventaire des avens et de cavités + tracage au colorant | 40 000,00 € | 1 | 7 (normalement 5 ans) | 5 714,29 € |
| 1-3 | Le moulinet: travaux de mise en conformité des installations | 20 000,00 € | 1 | 10 | 2 000,00 € |
| 1-4 | Le moulinet: Etude de productivité de la ressource | 15 000,00 € | 1 | 7 (normalement 5 ans) | 2 142,86 € |
| 1-5 | Le moulinet: Etude de productivité de la ressource | 55 000,00 € | 1 | 7 (normalement 5 ans) | 7 857,14 € |
| Sécurisation et interconnexion | | | | | |
| 2-1 | Mise en service du captage du Redonnel | 5 764 330,00 € | 2 | | |
| | Conduite de refoulement depuis la station de reprise projetée Ø250 mm et trop-plein vidange | 608 300,00 € | | 30 | 20 276,67 € |
| | Génie-civil bache de reprise 1500 m3, local de pompage | 937 000,00 € | | 30 | 31 233,33 € |
| | Equipements électriques, électromécaniques et hydrauliques | 354 000,00 € | | 10 | 35 400,00 € |
| | Déplacement du poste de livraison et fourniture d'un transformateur | 40 000,00 € | | 10 | 4 000,00 € |
| | Mise en place de la télésurveillance et d'une alarme anti-intrusion dans le futur local d'exploitation | 9 500,00 € | | 10 | 950,00 € |
| | Réalisation et tubage d'un second forage d'exploitation de 150 m de profondeur | 350 000,00 € | | 30 | 11 666,67 € |
| | Équipement des 2 forages | 320 000,00 € | | 10 | 32 000,00 € |
| | Conduites de liaisons forages vers unités de traitement | 250 000,00 € | | 30 | 8 333,33 € |
| | Mise en place des clotures des PPI et portails d'accès | 8 000,00 € | | 30 | 266,67 € |
| | Mise en place d'une dalle avec une pente centrifuge centrée sur l'ouvrage de surveillance, | 1 500,00 € | | 30 | 50,00 € |
| | Mesure de protection dans le PPR | 35 000,00 € | | 30 | 1 166,67 € |
| | Traitement | 2 300 000,00 € | | 30 | 76 666,67 € |
| | Mise en place d'une échelle fixe d'accès à la toiture | 2 000,00 € | | 10 | 200,00 € |
| | Dossier de régularisation du captage du Redonnel | 25 000,00 € | | 7 (normalement 5 ans) | 3 571,43 € |
| | Imprévus | 524 030,00 € | | 30 | 74 861,43 € |
| Total | | 5 894 330,00 € | | | 318 357,14 € |

Ces dépenses d'investissement prévisionnelles devront être prises en compte sur la durée de la présente convention.

Emprunt en cours

Le SMEAPSL a deux emprunts en cours qui sont les suivants :

- Interconnexion SMGC - 700 000€ à 2,86 – contracté en novembre 2013 – échéance 25-11-2033.

Pour l'année 2018, l'état de la dette est la suivante :

| Intérêt 2018 | Amortissement 2018 |
|--------------|--------------------|
| 16 558,57 € | 29 522,19 € |

- Contrat N° 2017/01-DUP Redonnel I 000 000€ à 1,5% a été contracté en 2017 pour les travaux du Redonnel - contracté en juin 2017 – échéance 01-08-2032.

Pour l'année 2018, l'état de la dette est la suivante :

| Intérêt 2018 | Amortissement 2018 |
|--------------|--------------------|
| 14 439,40 € | 60 132,68 € |

¹ GRONTMIIJ – SDAEP du SMEA Pic Saint Loup – Rapport 2015 – V8

Les 2 emprunts restant, étant affectés aux ressources (interconnexion avec SMGC et ressource du Redonnel), il a été décidé que la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup se substitue au SMEAPSL pour la reprise totale de ces emprunts et que la CCVH contribue selon le volume consommé par les 3 communes (Argelliers, Montarnaud, Saint-Paul-et-Valmalle) sur la durée de la présente convention.

Charges de Personnel et Frais assimilés :

Le service est géré par une partie du personnel du SMEA (5,55 ETP) qui assure la gestion du service et les contrôles.

D'après le budget prévisionnel 2017, la répartition des charges de personnel est la suivante :

| <i>Communes</i> | <i>Moyenne Cons 2014-2016</i> | Charges de Personnel 5,55TP | ETP |
|----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------|
| Argelliers | 62 347 | 6 101 € | |
| Montarnaud | 183 786 | 17 985 € | |
| Saint Paul et Valmalle | 62 970 | 6 162 € | |
| <i>S/Total CCVH</i> | <i>309 103</i> | <i>30 248 €</i> | <i>0,68</i> |
| <i>S/Total CCGPSL</i> | <i>2 225 319</i> | <i>217 762 €</i> | <i>4,87</i> |
| TOTAL SMEAPSL - AEP | 2 534 422 € | 248 010 € | 5,55 |

La CCVH reprendra à compter du 1/01/2018 :

- Un agent qui sera affectée à la CCVH pour 50% sur le service ANC et 50% sur le service AEP – le montant annuel 2017 du salaire et des charges est de 29 467,39 €.

En tenant compte de cette reprise du personnel par la CCVH, la charge de personnel restant à prendre en compte sur la durée de la présente convention est la suivante :

| <i>Communes</i> | Charges de Personnel ANC | Charges de Personnel AEP | Total (prévisionnel 2017) |
|--|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| Argelliers | 7 400,00 € | 6 101,00 € | 13 501,00 € |
| Montarnaud | 5 059,00 € | 17 985,00 € | 23 044,00 € |
| Saint Paul et Valmalle | 1 962,00 € | 6 162,00 € | 8 124,00 € |
| <i>S/Total CCVH</i> | <i>14 421 €</i> | <i>30 248 €</i> | <i>44 669 €</i> |
| <i>S/Total CCGPSL</i> | | | |
| <i>Personnel repris par la CCVH en 2018</i> | <i>- 14 421,00 €</i> | <i>-15 046,39 €</i> | <i>-29 467,39 €</i> |
| <i>Charges de personnel restant à la charge de la CCVH</i> | <i>/</i> | <i>15 201,61 €</i> | <i>15 201,61 €</i> |

Charges à caractère général :

Les charges d'exploitation liées au fonctionnement du service AEP prévues en 2017 sont les suivantes :

| LIBELLES | Pour Mémoire Budgets 2016 | Propositions du Président | Frais communs |
|---|------------------------------|------------------------------|---------------------|
| 011 - Charges à Caractère Général | 110 480,00 € | 171 697,11 € | 122 240,00 € |
| Electricité | 3 620,00 € | 4 000,00 € | 4 000,00 € |
| Acquisition Petit Matériel | 105,00 € | 500,00 € | 500,00 € |
| Fourniture de Bureau - Documentat° et Abonnements | 15 530,00 € | 15 600,00 € | 15 600,00 € |
| Carburant véhicule | 396,00 € | 500,00 € | 500,00 € |
| Entretien locaux et espaces verts | 17 840,00 € | 36 957,11 € | 20 000,00 € |
| Entretien matériel roulant | 20,00 € | 200,00 € | 200,00 € |
| Entretien et petite réparation | 506,00 € | 500,00 € | 500,00 € |
| Maintenance Matériel et Logiciels | 15 450,00 € | 17 810,00 € | 17 810,00 € |
| Primes Assurances | 24 247,00 € | 30 000,00 € | 30 000,00 € |
| Abonnement ligne Copernic Hydrants | | 690,00 € | 690,00 € |
| Indemnité au comptable | 1 090,00 € | 1 100,00 € | 1 100,00 € |
| Honoraires expertise médicale | 81,00 € | - € | - € |
| Frais d'Actes et de Contentieux | 13 109,00 € | 15 000,00 € | 15 000,00 € |
| Publicité et Publications | 1 148,00 € | 1 600,00 € | 1 600,00 € |
| Déplacements | 479,00 € | 600,00 € | 600,00 € |
| Fêtes et Cérémonies | 6 516,00 € | 36 500,00 € | 4 000,00 € |
| Frais de Timbres Poste | 3 427,00 € | 3 000,00 € | 3 000,00 € |
| Télécommunications | 3 627,00 € | 3 800,00 € | 3 800,00 € |
| Taxes Foncières | 3 029,00 € | 3 100,00 € | 3 100,00 € |
| Redevance Occupation du Domaine de l'Etat | 240,00 € | 240,00 € | 240,00 € |

Ces charges à caractère général à répartir entre les deux communautés de communes devront être prises en compte sur la durée de la présente convention.

Récapitulatif :

La répartition des charges du service AEP est la suivante :

- Dépenses d'exploitation :

| Communes | Clé de répartition | Moyenne Cons 2014-2016 | Frais de personnel | Charges à caractère général | Achat Eau SMGC | Remb Dette Amortisst | | Total dépenses annuelles hors investissement à prendre en compte de 2018 à 2024 | Tarif HT applicable par m3 consommé par abonné |
|------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|-----------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|---|--|
| | | | | | | Intérêts | Capital | | |
| Argelliers | 2,46% | 62 347 | 3 066,16 € | 3 007,11 € | 3 793,58 € | 762,55 € | 2 205,52 € | 12 834,93 € | |
| Montarnaud | 7,25% | 183 786 | 9 038,88 € | 8 864,35 € | 11 182,68 € | 2 247,85 € | 6 501,41 € | 37 835,16 € | |
| Saint Paul et Valmalle | 2,49% | 62 970 | 3 096,57 € | 3 037,16 € | 3 831,49 € | 770,17 € | 2 227,56 € | 12 962,95 € | |
| Total CCVH | 12,20% | 309 103 | 15 201,61 € | 14 908,63 € | 18 807,75 € | 3 780,57 € | 10 934,48 € | 63 633,04 € | 0,20 € |
| Total CCGPSL | 87,80% | 2 225 321 | 217 762,00 € | 107 326,72 € | 135 402,25 € | 27 217,40 € | 78 720,39 € | 566 428,76 € | 0,25 € |

La CCVH versera à la CCGPSL, dans un délai de un mois suivant la perception de chaque fraction de sa surtaxe, 0,20 € HT par m³ vendu aux abonnées des communes d'Argelliers, de Montarnaud, et de Saint Paul et Valmalle, et de ceux du hameau de Bel air habitants la Communes de Grabels (qu'elle dessert par convention), au titre des charges d'exploitation liées à la gestion du service AEP des 3 communes de la CCVH précitées, sur la durée de la présente convention ;

Ce montant est arrêté jusqu'à la fin du contrat de DSP et ne fait l'objet d'aucun calcul de révision.

- Dépenses d'investissement sur les équipements de la CCGPSL permettant la fourniture d'eau pour les 2 EPCI. :

| <i>Communes</i> | <i>Clé de répartition</i> | <i>Moyenne Cons 2014-2016</i> | <i>Travaux sur ouvrage et sécurisation</i> | <i>Total dépenses d'investissement annuelles à prendre en compte de 2018 à 2024</i> |
|------------------------|---------------------------|-------------------------------|--|---|
| Argelliers | 2,46% | 62 347 | 7 831,59 € | 7 831,59 € |
| Montarnaud | 7,25% | 183 786 | 23 080,89 € | 23 080,89 € |
| Saint Paul et Valmalle | 2,49% | 62 970 | 7 927,09 € | 7 927,09 € |
| Total CCVH | 12,20% | 309 103 | 38 839,57 € | 38 839,57 € |
| Total CCGPSL | 87,80% | 2 225 321 | 279 517,57 € | 279 517,57 € |

La CCVH versera à la CCGPSL 38 800 € correspondant à une participation annuelle à l'investissement sur des équipements de la CCGPSL permettant la fourniture d'eau pour les 2 EPCI.

Ce montant annuel est fixe. La CCVH aura la possibilité de payer cette participation à l'investissement à la CCGPSL annuellement ou la totalité par avance.

Ce montant fera l'objet d'une révision, en fonction des montants réels de réalisation, des subventions, du planning de livraison.

7-6 Condition de livraison d'eau potable aux 3 communes d'Argelliers, Montarnaud et Saint Paul et Valmalle

La ressource principale (captage du Boulidou) desservant les 3 communes d'Argelliers, Montarnaud et Saint Paul et Valmalle étant insuffisante, la CCGPSL s'engage à livrer de l'eau aux trois communes précitées, dans les limites suivantes:

- Du 1/01/2018 jusqu'à la date de mise en service du captage du Redonnel : Le volume annuel maximum mis en distribution est de 420 000 m³ (valeur 2016).
- De la date de mise en service du captage du Redonnel jusqu'à l'échéance de la présente convention : les débits journaliers maximum autorisés sont ceux issus du schéma directeur de l'eau à l'horizon 2030 et indiqués dans le tableau ci-dessous.

SMEAPSL - SYNTHESE INTERCOMMUNALE PAR UDI (SDAEP Grontmig - V8 - 10/09/2015)

| Captages UDI | Communes | Population permanente | | | Accueil touristique | | Population de pointe (90% de la pop totale) | | Besoin en jour de pointe m3/j (objectif de pertes linéaires de 5 m3/j/km pour 2030) | |
|---|------------------------|-------------------------|---------------|---------------|---------------------|--------------|--|---------------|---|---------------|
| | | 2011 | 2020 | 2030 | 2011 | 2030 | 2011 | 2030 | 2011 | 2030 |
| Le fenouillet - Consommation par personne = 203 l/j | Claret | 1 388 | 1 646 | 1 880 | 0 | 0 | 1 249 | 1 692 | 368 | 426 |
| | Sauteyrargues | 320 | 475 | 600 | 20 | 26 | 306 | 563 | 90 | 142 |
| | Vacquières | 419 | 724 | 1 000 | 917 | 937 | 1 202 | 1 743 | 354 | 439 |
| Lez Nord - Consommation par personne = 445 l/j | Lauret | 560 | 766 | 950 | 120 | 180 | 612 | 1 017 | 319 | 494 |
| | Le Triadou | 370 | 631 | 850 | 0 | 2 | 333 | 767 | 173 | 373 |
| | Les Matelles | 1 598 | 1 970 | 2 300 | 8 | 8 | 1 445 | 2 077 | 753 | 1 010 |
| | St Jean de Cuculles | 450 | 553 | 650 | 25 | 25 | 428 | 608 | 223 | 295 |
| | St Mathieu de Treviers | 4 762 | 5 363 | 6 000 | 40 | 3 | 4 322 | 5 403 | 2 251 | 2 626 |
| | Vailfaunes | 728 | 941 | 1 150 | 60 | 60 | 709 | 1 089 | 369 | 529 |
| Lez Sud - Consommation par personne = 445 l/j | Combaillaux | 1 441 | 1 954 | 2 420 | 0 | 0 | 1 297 | 2 178 | 675 | 1 059 |
| | Murles | 291 | 363 | 436 | 0 | 0 | 262 | 392 | 136 | 191 |
| | St Gely du Fesc | 8 769 | 10 644 | 12 450 | 0 | 10 | 7 892 | 11 214 | 4 111 | 5 451 |
| | Vailhaques | 2 600 | 2 910 | 3 500 | 12 | 12 | 2 351 | 3 161 | 1 224 | 1 536 |
| Le moulinet (Frouzet) - Consommation par personne = 366 l/j | Causse de la Selle | 350 | 456 | 570 | 18 | 25 | 331 | 536 | 168 | 234 |
| | St Martin de Londres | 2 267 | 2 913 | 3 500 | 0 | 0 | 2 040 | 3 150 | 1 036 | 1 375 |
| Le bouldidou - Consommation par personne = 563 l/j | Viols le Fort | 1 071 | 1 290 | 1 500 | 4 | 6 | 968 | 1 355 | 632 | 819 |
| | Argelliers | 870 | 994 | 1 100 | 30 | 30 | 810 | 1 017 | 529 | 615 |
| | Cazevielle | 150 | 321 | 450 | 0 | 79 | 135 | 476 | 88 | 288 |
| | Le Rouet | 63 | 106 | 150 | 30 | 30 | 84 | 162 | 55 | 98 |
| | Mas de Londres | 480 | 517 | 595 | 0 | 0 | 432 | 536 | 282 | 324 |
| | Montarnaud | 2 519 | 3 814 | 5 000 | 0 | 0 | 2 267 | 4 500 | 1 481 | 2 720 |
| | Notre Dame de Londres | 506 | 571 | 650 | 80 | 100 | 527 | 675 | 344 | 408 |
| | St Paul et Valmalle | 1 010 | 1 401 | 1 800 | 0 | 0 | 909 | 1 620 | 594 | 979 |
| | Viols en Laval | 205 | 253 | 300 | 8 | 10 | 192 | 279 | 125 | 169 |
| | Mas de Baume | Ferrières les verreries | 64 | 64 | 65 | 13 | 13 | 69 | 70 | 40 |
| Total | | 33 251 | 41 640 | 49 866 | 1 385 | 1 556 | 31 172 | 46 280 | 16 421 | 22 637 |

En cas de dépassement de ces limites précitées, la CCGPSL après examen de la situation informe expressément la CCVH:

- Soit qu'elle ne peut pas dépasser les limites préfixées,
- Soit qu'elle peut dépasser ces limites sous conditions techniques et financières.

Il est rappelé que dans le cadre du SDAEP, les travaux relatifs au captage du Redonnel restent prioritaires. La CCGPSL reprend cet engagement à son compte.

Du 1/01/2018 jusqu'à la date de mise en service du captage du Redonnel, la CCGPSL s'engage à ne pas dépasser le volume annuel maximum de 2 910 000 m³ mis en distribution pour les communes du SMEAPSL intégrées dans la CCGPSL.

7-7 Conditions Budgétaires et Comptable de la Liquidation du SMEAPSL

La dissolution comptable du service Eau Potable du SMEAPSL se traduit par des opérations d'ordre non budgétaires, enregistrées par le comptable au vu des éléments de répartition détaillée ci-après. La répartition doit être équilibrée en débit / crédit pour chaque collectivité membre ou bénéficiaire. Pour les collectivités membres SMEAPSL dissous et bénéficiaires du service Eau Potable, la dissolution nécessite :

- une mise à jour de l'inventaire avec intégration des biens et subventions reçus ;
- une reprise des résultats aux lignes 001 et 002 du budget (au BP ou par DM).

7-7-1 Les résultats :

⇒ Les résultats intégrés au budget

Les résultats cumulés au 31/12/2017 sont répartis entre les collectivités membres bénéficiaires et repris au budget selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.

⇒ Les résultats à répartir comptablement

La répartition comptable des soldes des comptes de résultats à la balance au 31/12/2017 entre les collectivités membres bénéficiaires se fait selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.

7-7-2 Les Restes à réaliser :

Les restes à réaliser au 31/12/2017 sont repris au budget de chacune des collectivités qui exercent la compétence Eau Potable, suite à la dissolution du SMEAPSL en fonction du tableau de répartition de l'article 7-3 « Sort des autres contrats ».

7-7-3 L'actif et le passif :

L'actif et le passif doivent être répartis entre les collectivités membres bénéficiaires de manière équitable (répartition géographique, clé de répartition, ...)

Les biens et les subventions ne peuvent pas être scindés. La répartition comptable doit correspondre à la répartition physique des biens. Elle est établie à partir de l'état de l'actif de la collectivité dissoute, ajustée avec la balance comptable au jour de la dissolution.

La répartition doit être équilibrée en débit / crédit pour chaque collectivité membre bénéficiaire.

⇒ Les immobilisations et subventions d'équipement

Les immobilisations mises à la disposition du SMEAPSL par les Communes membres lors de leurs adhésions figurent à l'actif du Syndicat.

Elles retournent aux communes propriétaires lors de la dissolution du SMEAPSL et sont transférées aux communautés de communes qui ont la compétence eau potable.

Les Subventions associées, reçues par le Syndicat au titre d'une mise à disposition, se répartissent selon la liste validée par le trésorier payeur du SMEAPSL arrêtée au 31/12/2017.

⇒ Les emprunts

Les emprunts mis à disposition du SMEAPSL par les Communes membres lors de sa création : **sans objet**

Les contrats d'emprunts, souscrits par le SMEAPSL, en cours au 31/12/2017 sont les suivants :

- Interconnexion SMGC - 700 000€ à 2,86 – contracté en novembre 2013 – échéance 25-11-2033.

| | | | |
|----------------------|----------------------|------------|-------|
| Au 31/12/2017 | Capital restant du | 589 976,01 | euros |
| | Intérêts restant dus | 147 316,15 | euros |
| | | 737 292,16 | euros |

- Contrat N° 2017/01-DUP Redonnel I 000 000€ à 1,5% a été contracté en 2017 pour les travaux du Redonnel - contracté en juin 2017 – échéance 01-08-2032.

| | | | |
|----------------------|----------------------|--------------|-------|
| Au 31/12/2017 | Capital restant du | 985 106,98 | euros |
| | Intérêts restant dus | 114 831,20 | euros |
| | | 1 099 938,18 | euros |

Les 2 emprunts restant, étant affectés aux ressources (interconnexion avec SMGC et ressource du Redonnel), il a été décidé que la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup se substitue au SMEAPSL pour la reprise totale de cet emprunt et que la CCVH contribue selon le volume consommée par les 3 communes (Argelliers, Montarnaud, Saint-Paul-et-Valmalle).

⇒ Les recettes et dépenses après le 31/12/2017 jusqu'à la date de dissolution du SMEAPSL

Entre la période de fin de compétence du SMEAPSL (31/12/17) et la date de dissolution du SMEAPSL, l'ordonnateur du SMEAPSL met en recouvrement les recettes, et engage, liquide et mandate les dépenses dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente selon les modalités fixées aux articles L. 1612-1 et L. 5211-26 du CGCT.

⇒ **Les restes à recouvrer et restes à payer**

Les restes à payer et les restes à recouvrer au jour de la dissolution du SMEAPSL sont répartis entre les collectivités membres bénéficiaires :

La répartition se traduit tel que suit :

- Restes à recouvrer au jour de la dissolution :
Ils sont répartis entre les collectivités membres bénéficiaires selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.
- Restes à payer au jour de la dissolution :
Ils sont répartis entre les collectivités membres bénéficiaires selon le tableau de répartition de l'article 7-3 « Sort des autres contrats ».

⇒ **La trésorerie**

Le solde de la trésorerie au 31/12/17 est réparti entre les collectivités membres bénéficiaires selon la clé de répartition énoncée à l'article 4-2 de la présente convention.

⇒ **Les autres comptes présents à la balance**

Les autres comptes d'actif et de passif présents à la balance du SMEAPSL au jour de sa dissolution sont répartis selon la clé de répartition définie à l'article 4-2 de la présente convention.

Hormis certains cas particuliers, ces comptes ne font pas l'objet d'un suivi auxiliaire. Les montants sont donc répartis librement, sans référence à des pièces (compte 102, 19...)

En présence de provisions ou dépréciations, la répartition entre les communes doit tenir compte de l'objet de la provision. Il en est de même pour les sommes figurant sur compte d'imputation provisoire de dépenses ou de recettes qui n'auraient pas pu être régularisées.

⇒ **La régie de recettes**

La régie de recettes est clôturée au 31/12/2017.

Les régisseurs ne sont plus habilités à intervenir à compter de cette date. Ils devront alors reverser les sommes en instance dans leurs comptes et justifier leurs opérations.

Les opérations comptables des régies sont régularisées et soldées avant la dissolution comptable du syndicat.

ARTICLE 8 – TRANSFERT DU PERSONNEL

8-1 Règles de répartition des agents entre les Communes membres :

L'article L5212-33 du CGCT relatif à la dissolution de syndicat de commune dispose :

« [...] La répartition des personnels concernés entre les communes membres est soumise, pour avis, aux commissions administratives paritaires compétentes. Elle ne peut donner lieu à un dégagement des cadres. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les communes attributaires supportent les charges financières correspondantes. »

8-2 Répartition retenue entre la CCGPSL et la CCVH :

Il a été retenu la répartition suivante :

- La Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup reprend 7 personnes sur 8.
- La Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault reprend un agent (AA).

ARTICLE – 9 CLAUSE DE REVOYURE

La CCGPSL et la CCVH conviennent de se rencontrer :

- Dans les six mois à compter du début de la présente convention pour tenir compte de l'approbation du compte administratif 2017.
- A minima une fois par an jusqu'à échéance de la présente convention pour tenir compte des investissements réalisés et à réaliser.
- Au moins trois (3) mois avant l'échéance de la présente convention afin de définir dans quelles conditions leurs relations contractuelles pourraient se poursuivre au-delà de cette date.

Lors de ces rencontres, il sera examiné :

- L'équilibre financier des travaux d'investissement sur les ouvrages communs aux 2 collectivités énoncés à l'article 7.5.
- Les conditions de livraison d'eau potable prévues à l'article 7.6.

ARTICLE – 10 LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent, avant tout recours en justice, de tenter un règlement amiable du litige en se réunissant. Ce n'est qu'en cas d'échec de cette voie amiable de résolution du litige que tout recours contentieux devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à, le

Pour la Communauté de communes du Grand
Pic Saint-Loup

Le Président

Alain BARBE

Pour la Communauté de communes de la vallée
de l'Hérault

Le Président

Louis VILLARET

Pour la Commune d'Argelliers

Le Maire

Georges PIERRUGUES

Pour la Commune de Montarnaud

Le Maire

Gérard CABELLO

ET

Pour la Communes de Saint-Paul-et-Valmalle

Le Maire

JEAN-PIERRE BERTOLINI